

Monsieur Edouard PHILIPPE
Premier ministre
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75007 PARIS

PARIS, le 2 octobre 2018

Recommandé avec AR

Objet : Préavis de grève dans le cadre de la journée interprofessionnelle d'actions du mardi 9 octobre 2018

Monsieur le Premier ministre,

Conformément aux dispositions prévues par la loi du 13 juillet 1983, nous vous informons par la présente du dépôt d'un préavis de grève par **Fédération générale des Fonctionnaires FORCE OUVRIERE** pour la journée du 9 octobre 2018. Compte tenu de l'aménagement du temps de travail et de l'organisation des services, cette grève commencera pour certains agents, le lundi 9 octobre 2018 à 20 heures et se terminera, pour d'autres, le mercredi 10 octobre 2018 à 8 heures.

Ce préavis s'inscrit dans la mobilisation public/privé initiée par la Confédération FORCE OUVRIERE contre la remise en cause du modèle social.

La FGF-FO rappelle son opposition aux orientations des 4 chantiers pour « refonder le contrat social avec les agents ». Elle conteste les orientations des circulaires du Premier ministre du 24 juillet 2017 qui remettent en cause l'égalité d'accès aux services publics.

Elle revendique :

- Une négociation salariale immédiate pour revaloriser de 16 % la valeur du point d'indice, et ainsi rattraper des pertes subies.
- Le maintien et l'amélioration du Statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers.
- L'arrêt des suppressions d'emplois et les créations statutaires dans les nombreux services qui en ont besoin et non un plan de départs « volontaires » destiné à accompagner de nouvelles et massives suppressions.
- Un nouveau plan de titularisation des contractuels pour combattre la précarité.
- Des dispositions exigeantes pour faire respecter l'égalité professionnelle.
- L'abrogation du jour de carence.
- La compensation pérenne de la hausse de la CSG.
- L'amélioration, la défense et la pérennisation du Code des pensions civiles et militaires.
- Le maintien des CHSCT et des compétences des CAP

Nous vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de notre parfaite considération.



Christian GROLIER,
Secrétaire Général